



### **23 juin 2016, Rome. Le pape François rencontre le Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva.**

Ces derniers mois, de nombreuses régions ont été durement touchées par le phénomène El Niño, ses effets continuant d'ailleurs de faire peser une menace sur les moyens d'existence agricoles à travers le monde. La Corne de l'Afrique, l'Afrique australe, le Couloir sec d'Amérique centrale, les îles des Caraïbes, l'Asie du sud-est et les îles du Pacifique figurent parmi les régions les plus affectées.

Selon les scientifiques, il existe une forte probabilité pour que survienne le phénomène inverse, La Niña. Cela pourrait augmenter les chances d'avoir des précipitations supérieures à la moyenne ainsi que des inondations dans les zones affectées par la sécheresse engendrée par El Niño.

Pour Madagascar, La Niña pourrait avoir de sérieuses conséquences, comme celle d'une hausse de l'intensité des cyclones et des tempêtes tropicales, qui aurait pour effet d'aggraver l'insécurité alimentaire chez les populations rurales du pays dont la capacité à faire face aux chocs climatiques est déjà fragile.

Madagascar détient le potentiel pour devenir le grenier des petits Etats insulaires en développement dans l'Océan indien. Le pays fait pourtant partie des 20 nations les plus vulnérables au changement climatique – en Afrique, il se place à la quatrième place en terme de récurrence des cyclones et des tempêtes tropicales.

La campagne agricole 2015-2016 dans le sud de Madagascar a été caractérisée par une chute vertigineuse de sa production agricole en raison d'une grave sécheresse. Cette année surtout, la production de maïs et celle de manioc ont baissé de 95 pour cent par rapport à leur moyenne des cinq dernières années. L'année dernière, elle était supérieure à 80 pour cent. Les ménages vulnérables, dont le pouvoir d'achat déjà faible est mis à mal par des prix relativement élevés, ont dû adopter de multiples stratégies de survie, surtout dans les sept régions du sud de Madagascar.

Selon les estimations actuellement disponibles, en septembre 2016, le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire dans le sud de Madagascar dépasse les 1,4 million. 600 000 d'entre eux sont considérés comme étant en situation de grave insécurité alimentaire, ce qui selon le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) les place au niveau des dernières étapes précédant le stade de famine. Ils ont besoin d'une aide d'urgence: les personnes souffrant de la faim ne peuvent se permettre d'attendre.

Ces dernières années, la communauté internationale s'est surtout intéressée à l'impact dramatique des conflits sur la sécurité alimentaire. La FAO a mis en lumière le cas de plusieurs pays tels que le Soudan du sud, le Yémen, la Syrie et de régions telles que celles du Lac Tchad où des millions de personnes sont confrontées à une situation de grave insécurité alimentaire. Néanmoins, cela ne devrait pas nous empêcher de prêter attention à d'autres crises, celles qui ne capturent pas l'attention des médias.

La communauté internationale est invitée à intervenir afin d'empêcher que ne se répète à Madagascar la situation vécue par la Somalie en 2011, où 200 000 personnes sont mortes de faim à défaut d'une réaction rapide.

La Somalie nous a appris une leçon essentielle : si nous donnons de l'argent aux populations, elles se procureront de la nourriture. C'est cela la stratégie Faim Zéro : faciliter l'accès aux fonds afin de relancer la production locale et les marchés locaux. Puis distribuer des semences pour qu'ils puissent replanter. En résumé, promouvoir le développement local.

Les interventions d'urgence proposent une solution à court terme et doivent être mises en œuvre immédiatement après le choc afin d'assister les ménages vulnérables. Ces actions ont besoin d'être complétées par des interventions à moyen terme destinées à renforcer la résilience des communautés rurales pour que ces dernières soient capables de mieux faire face aux futurs chocs, de surmonter la pauvreté chronique et de garantir leurs moyens d'existence.

L'approche Faim Zéro inclue des transferts d'argent dans le cadre de mesures d'urgence de protection sociale qui permettent aux populations d'accéder à la nourriture. De plus, les petits exploitants agricoles doivent être épaulés dans le cadre de la préparation de leur prochaine campagne de semis avec notamment la fourniture de semences, d'engrais, d'outils, de matériel d'irrigation et d'autres intrants tout en les aidant à stocker l'eau destinée à la consommation humaine et animale, capitalisant ainsi sur la saison pluvieuse qui devrait, nous l'espérons, bientôt commencer à Madagascar.

**Lors du Sommet mondial sur l'action humanitaire d'Istanbul, nous avons tous reconnu que mettre un terme à la pauvreté, la faim et la malnutrition devait devenir la base d'un nouveau contrat social dans lequel personne n'est laissé pour compte.** Nous avons une deuxième chance. C'est l'essence même des Objectifs de développement durable, indispensable afin de résoudre la crise humanitaire mondiale.

Nous devons agir immédiatement car les effets de La Niña pourrait se faire sentir dès octobre, il existe à présent une probabilité de l'ordre de 55 à 17% pour que survienne le phénomène La Niña. Des milliers de populations vulnérables dans le sud de Madagascar ne peuvent se permettre d'attendre, elles tenteront de survivre en commençant par migrer vers d'autres régions et ne pas intervenir reviendrait à empirer la situation.

Nous avons besoin de deux choses de manière urgente pour le moment: de la volonté politique pour prendre des décisions, du soutien de la communauté internationale et d'une mobilisation des ressources. Les partenaires que j'ai rencontrés lors de ma visite à Madagascar début septembre ont confirmé qu'il s'agissait de la bonne marche à suivre.

Notre message est le suivant: nous devons prêter attention à ce qui se passe à Madagascar. Il s'agit d'une démocratie fragile qui a besoin de l'aide de la communauté internationale. Nous devons agir vite.



***José Graziano da Silva, agronome et écrivain brésilien***

***Directeur Général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture  
(FAO)***